Être choisie parmi les cent boursiers de CFIBD est une opportunité dont je rêvais surtout pendant les crises économiques, sociales et politiques dans lesquelles passait notre cher pays le Liban.

A l’extérieur, la température dépassait 35 degrés Celsius, pas de climatisation dans mon bureau et la  connexion est  instable, je combattais pour suivre les sessions que j’ai choisies la veille.

Parmi les quinze sessions auxquelles j’ai assisté, la session intitulée « l’accès à l’information sur la santé en tant que droit humain : un appel mondial à l’action et des mesures pratiques » a attiré mon attention.

Selon l’organisation mondiale de la santé, une approche fondée sur les droits de l’homme vise à que l’ensemble des politiques, des stratégies et des programmes de santé soient conçus de façon à améliorer peu à peu la jouissance par tous du droit à la santé. Les interventions visent à atteindre cet objectif respectant des principes et des normes strictes qui sont la non-discrimination, la disponibilité, l’accessibilité, l’acceptabilité, la qualité, la responsabilisation et l’universalité. Pour y parvenir, les professionnels des bibliothèques et de l’information doivent être responsables de donner de fiables informations sanitaires aux citoyens.

D’après Neil Pakenham-Walsh, le coordinateur du mouvement mondial de la santé HIFA, des gens meurent faute de l’absence de l’accès aux informations sanitaires fiables et aux désinformations diffusées parmi les gens et les médias sociaux et la solution n’est disponible que durant une communication sérieuse entre des chercheurs, des professionnels de bibliothèques et de l’information, des publicitaires professionnels. En addition, Ola Zein, la chef de la bibliothèque médicale à l’université américaine à Beyrouth, a ajouté à ce groupe des politiciens, des agents de santé et des influenceurs afin de s’assurer que les informations soient diffusées à toute la communauté. Enfin, elle a présenté la plateforme créée par la bibliothèque médicale pour aider la communauté en répondant aux questions sanitaires surtout celles qui sont relatives au COVID-19.

Par contre, les citoyens sont responsables de choisir convenablement les politiciens qui sont parmi les influenceurs qui diffusent des informations sanitaires, selon Margaret Zimmerman, une professeure adjointe à la faculté des informations à l’université de Floride aux États Unis.

Enfin, Blessing Mawire, une spécialiste de la gestion des connaissances et de l’information à Pretoria en Afrique du Sud, a clôturé la session par insister sur l’importance de la préparation des bibliothécaires envers les pandémies et de s’armer par les compétences du 21ème siècle.

Finalement, je pense réaliser ce projet dans notre bibliothèque après avoir prendre l’accord du chef de la bibliothèque.

Nadia Salim BARGHOUT

